

Douze années de guerre civile et de terreur fasciste (1920 – 1932)

[[Suite et fin]]

[(

(I.N.O.) – Il y a dix ans, en octobre 1922, le fascisme italien a réalisé la conquête du pouvoir. Ainsi l'Italie est un des pays où se sont manifesté le plus ouvertement les conséquences politiques de la crise mortelle du capitalisme. Maintenant que les unes après les autres, les nations les plus favorisées sombrent à leur tour dans la catastrophe mondiale, il est urgent de placer devant les travailleurs quelques faits vécus, quelques leçons essentielles tirées de l'expérience du prolétariat italien.

Le sort sanglant du peuple italien est le même qui est suspendu aujourd'hui, dans toutes les nations soi-disant démocratiques, au-dessus des prolétaires et des paysans. Un dilemme est posé devant la classe travailleuse de chaque pays, et ce dilemme se formule ainsi : « Terreur réactionnaire, ou action directe prolétarienne poussée jusqu'à ses dernières conséquences, jusqu'à l'abolition du salariat et de la propriété privée, jusqu'à l'avènement des masses travailleuses organisées sur le plan de la production ».

Faute d'avoir exercé assez audacieusement leur initiative dans le domaine de l'expropriation et de la guerre de classe, faute d'avoir su s'arracher aux illusions répandues par les politiciens et les bonzes réformistes – les masses italiennes ont succombé au seuil même d'une victoire décisive. Quelques mois de défaillance ont été payés par une agonie physique et morale interminable qui s'est poursuivie pendant dix ans déjà à l'usine comme aux champs, dans les prisons et les lieux de

relégation et jusqu'en terre d'exil.

Dans les pages qui suivent, un ouvrier italien essaye d'éclaircir le côté politique des événements d'Italie, en particulier le rôle joué par le Parti Communiste. Il décrit ce rôle comme à la fois brillant et fatal dans les années qui ont précédé la conquête fasciste, puis de plus en plus lourd et misérable dans les années qui ont suivi. Il est probable que cette appréciation sera contredite par certains de nos lecteurs, et nous accueillerons bien volontiers d'autres témoignages objectifs, pourvu qu'ils soient, comme celui de notre camarade, puisés aux sources mêmes de l'expérience et de la lutte.

)]

La prise du pouvoir par Mussolini en octobre 1922 a été accompagnée de la réaction la plus violente et la plus impitoyable qu'ait jamais souffert le peuple italien. Ce fut une curée sanglante, sans trêve ni répit, contre tous les éléments révolutionnaires : assassinats en masses, suppressions clandestines, anéantissement des organisations ouvrières, interdictions, condamnations, déportations, tous les moyens légaux et extra-légaux se combinaient pour faire régner à l'échelle nationale un véritable régime de terreur.

L'année 1923 fut pour le prolétariat italien l'heure la plus noire de son existence. Tous les militants en vue étaient prisonniers ou exécutés, les perspectives révolutionnaires de l'époque précédente étaient réduites à néant. Lorsqu'à la fin de l'année s'ajouta à cela la certitude de l'avortement de la révolution en Allemagne, l'abattement était si complet que les fascistes purent sans crainte débander les ressorts de la répression et se reposer sur leurs lauriers.

C'est ainsi que, pendant le début de 1924, une certaine reprise pût se manifester dans le mouvement ouvrier. La stabilisation du régime, après la terreur de 1923, avait

permis un certain regain d'activité politique et la propagande communiste elle-même était tolérée. Le parti se reconstitua sous la direction de Gramsci et Terracini (ancienne fraction ordinoviste).

En juin 1924, le secrétaire du parti socialiste, Matteoti, fut assassiné au moment où il préparait contre Mussolini une campagne de révélations personnelles. Le cas en lui-même n'avait rien d'extraordinaire, puisque des centaines et des centaines d'autres opposants au régime avaient subi le même sort. Mais Matteoti était un chef, une personnalité célèbre. Le parti socialiste s'empara de cette mort et l'éleva en symbole du martyrologe du prolétariat italien. Tous les partis de gauche l'exploitèrent politiquement au maximum. Dans les masses ouvrières on reçut la nouvelle comme un signal ouvrant la possibilité d'un mouvement insurrectionnel d'ensemble. Tandis que les chefs de la démocratie, du parti socialiste et les autres fractions parlementaires de gauche se retiraient du Parlement (Montecitorio) en signe de protestation, déclarant qu'ils ne siègeraient plus jusqu'à ce que les assassins fussent punis, les masses, à Milan, Turin, Rome, déferlaient spontanément dans les rues, balayant tout sur leur passage, saccageant cafés et magasins, pleines d'espoir dans l'élargissement du mouvement et attendant de leurs organisations de classe le déclenchement de la grève générale. Le parti communiste et sa fraction parlementaire s'était d'abord associé aux autres partis et s'était avec eux « retiré sur l'Aventin ». – Il proposa la constitution d'un parlement extra-légal des partis d'opposition. Les social-démocrates et les démocrates refusèrent. Après quelques jours de pourparlers inutiles, le parti communiste réintégra sa place à Montecitorio – Après l'échec des pourparlers entre la fraction parlementaire communiste et l'opposition de « l'Aventin », le parti communiste s'empara du mot d'ordre Grève Générale, puis la C.G.T. italienne refusa de le suivre sur ce terrain. L'agitation en faveur de la grève générale arrivait trop tard, les masses ayant déjà épuisé leur effort dans des

manifestations répétées, et ayant été découragées par la trahison générale des organisations qui avaient laissé passer sans agir une situation aussi exceptionnelle.

En effet, celle-ci comportait, sinon la certitude du développement immédiat d'une révolution, du moins des possibilités considérables pour engager une lutte offensive dont les résultats auraient été d'une fécondité presque illimitée.

La milice fasciste appelée sur le champ pour combattre les ouvriers dans la rue n'avait répondu à l'ordre de mobilisation que dans la proportion de 25 %. On avait consigné les soldats dans les casernes sans les employer au maintien de l'ordre, de peur qu'ils ne fissent cause commune avec le peuple. Si des groupes de combattants ouvriers avaient alors marché à l'attaque des formations adverses, se réservant ainsi le bénéfice moral et tactique de l'audace et de la surprise, il est possible que la suppression des cadres fascistes et militaires, la fraternisation et l'armement du prolétariat auraient pris une envergure considérable. Dans le pire des cas, le régime eut été ébranlé, et les sacrifices compensés par un accroissement de la combativité des masses, car il est à remarquer que partout où des actions audacieuses de guerre civile ont été menées par les ouvriers, l'avantage moral est resté par la suite à la résistance toujours renaissante du prolétariat. Malheureusement, on se contenta généralement d'attendre l'attaque de l'ennemi, lui laissant ainsi toute l'initiative et toute la sécurité de ses opérations. La crainte d'encourir une répression plus grave en prenant la responsabilité formelle de l'offensive a pourtant été toujours condamnée par l'expérience : même dans les cas les plus évidents de légitime défense, le prolétaire qui fait usage des armes a toujours contre lui toutes les forces de la légalité ; il n'échappe aux balles fascistes que pour succomber à la répression policière.

Le parti communiste et la III^e Internationale portent une grave responsabilité dans la déroute de 1924. Pendant 48 heures le gouvernement de Mussolini était aux abois et le parti communiste ne fit absolument rien pour exploiter la situation autrement que sur un terrain parlementaire. Comment faut-il expliquer ou comprendre la position de trahison qu'il prit à ce moment. Nous avons déjà signalé de quelle idéologie se nourrissait le leader de la fraction ordinoviste devenu le chef du P. C. D'accord avec Gobetti et son équipe de « la Révolution libérale », il considérait qu'une révolution prolétarienne en Italie n'était pas encore mûre, et qu'il fallait dans une première étape de caractère national marcher de front avec les petits-bourgeois, les intellectuels et autres déclassés du capitalisme, à qui leur situation dans la crise conférait un rôle « révolutionnaire ». Voilà pourquoi la fraction parlementaire du parti communiste proposait aux partis représentatifs de ces couches une alliance sur leur propre terrain.

L'Internationale Communiste trouva dans les éléments ordinovistes de la tête du parti des hommes et une idéologie tout à fait appropriées aux opportunités de la politique nationale russe. *Un fait d'une extraordinaire importance se produisit 24 heures après l'assassinat de Matteoti : Mussolini fut reçu solennellement, sur sa demande, par l'ambassadeur soviétique qui avait été son hôte officiel quelque temps auparavant.* Ce fait produisit sur la masse des ouvriers l'effet d'une douche froide. Des protestations violentes de la part de sections communistes diverses furent adressées à la centrale du parti. Lorsque le cas fut porté devant le V^e Congrès international de Moscou, les dirigeants de l'Internationale, expliquèrent qu'en refusant d'inviter Mussolini l'ambassadeur russe aurait encouru la rupture d'un contrat commercial concernant l'achat annuel de deux millions de tonnes de charbon. Bien entendu, il n'avait pas été sans demander des directives à Moscou. Toutefois on le rappela

quelques mois après pour calmer le mécontentement des camarades et il fut remplacé par Dogalevski. Ainsi, pour la sauvegarde d'un contrat commercial, le Komintern n'avait pas hésité à sacrifier les possibilités d'une révolution en Italie.

Ce fait fut exploité au maximum par la social-démocratie et porta une confusion extrême dans l'esprit des masses.

Si l'assassinat de Matteoti n'ouvrit pas en Italie une ère révolutionnaire, ce ne fut pas la faute des ouvriers d'avant-garde qui firent leur possible pour cela. Mais la confiance que la masse mettait dans ses chefs et dans les organisations qui lui promettaient la victoire, fut la véritable cause de son échec. Devant la trahison générale des partis et des syndicats, elle se trouva découragée, désorientée, démoralisée. Elle accepta son échec et se résigna apparemment pour quelque temps. Jusqu'à la fin de 1924, c'est-à-dire pendant six mois, les fascistes marquèrent le coup qu'ils avaient reçu par un important zigzag vers le libéralisme : une certaine tranquillité fut accordée à la classe ouvrière et à ses organisations.

L'espoir dans un retour de la démocratie fut ainsi réchauffé partout. Un apaisement se fit, la terreur ayant presque complètement disparu. Les partis de gauche menaient leur opposition sentimentale sur le terrain du « mépris », de la « condamnation morale », etc., ce qui avait un certain effet sur les sentiments des masses, mais sans les préparer à la lutte réelle.

Tout à-coup, Mussolini et son gouvernement, se sentant assez forts, saisirent de nouveau la cravache. À la fin de 1924 il proclama à la Chambre et fit exécuter par l'appareil fasciste une décision par laquelle, dans les quarante-huit heures, tout fut remis dans l'état où il se trouvait avant la mort de Matteoti : plus d'opposition morale, plus de presse libre, plus de tolérance démocratique ; les journaux furent saisis,

les militants arrêtés en masse. Le Parti Communiste et sa presse retombèrent dans l'illégalité. Le parlement lui-même fut dissout. Dans les nouvelles élections aucune candidature ne fut acceptée en-dehors de celles du parti fasciste.

Désormais la bourgeoisie italienne se sentira assez fortement gardée par le fascisme pour pouvoir se passer des social-démocrates et des républicains. Ce régime est celui qui règne encore actuellement en Italie ; la terreur n'a fait que se développer graduellement d'année en année. Jusqu'en 1929, les militants arrêtés étaient envoyés en relégation dans les îles. Mais à partir de cette date, ils sont jugés par un tribunal spécial composé uniquement de fascistes et armé de la peine de mort par *fusillation dans le dos*. C'est de cette manière infâme qu'ont péri les héros Della Maggiora, Schirru, Bevone et Sbardelloto, etc.

On pouvait croire que ce régime effroyable de répression aurait réduit à néant toute activité révolutionnaire en Italie. Il n'en fut cependant pas ainsi. Si d'un côté nous devons constater la faillite des organisations soi-disant révolutionnaires (partis et syndicats...), d'autre part nous voyons se manifester toujours de nouveau l'activité spontanée et nécessairement fragmentaire de groupes et d'hommes qui mènent *par tous les moyens* une lutte illégale contre l'autorité fasciste.

Nous pouvons affirmer sans exagération que l'Italie vit, depuis de longues années, dans une situation de guerre civile latente mais perpétuelle. Des soulèvements paysans, prenant la forme de révolte ouverte contre le pouvoir, se produisent presque journellement : assauts de municipalités, incendies des sièges de fascio, etc. Les représailles contre les éléments fascistes se poursuivent sans répit et l'élimination physique des plus agressifs d'entre eux échappe à toute statistique. Des prêtres, membres du parti, sont tués pendant l'exercice de leur sacerdoce. Les représailles ne touchent pas *seulement les fasciste mais aussi les membres de* [[partie

manquante dans l'original]] la gendarmerie et de la police. C'est justement cette pression violente, implacable, toujours renouvelée au sein des masses qui a nécessité le fonctionnement du tribunal spécial et des pelotons d'exécution. La terreur se renforce peu à peu, comme étant le seul moyen pour le fascisme de se cramponner au pouvoir.

Les éléments républicains, socialistes, maximalistes et communistes qui ont pu quitter l'Italie pour fuir l'enfer de la répression se sont transportés en France dans leur grande majorité. Cette émigration fut systématiquement encouragée et organisée par la III^e Internationale, dans l'espoir de constituer en France un parti de masse de travailleurs émigrés en profitant de l'hostilité franco-italienne.

D'autre part il n'est pas impossible qu'un des soucis des dirigeants russes n'ait été d'éviter des causes de friction avec leur alliée diplomatique, l'Italie, en causant au contraire à la France, puissance adverse, un maximum d'embarras intérieurs. Toujours est-il que, si quelques émigrants ont poussé jusqu'en Amérique du Nord ou en Amérique Centrale, c'est surtout en France, Suisse et Belgique qu'ils se sont installés, et c'est en France qu'ils ont donné vie à ses principales organisations.

Ces dernières comprennent avant tout la « Concentration Antifasciste », qui réunit dans son sein social-démocrates, libéraux, républicains et socialistes-révolutionnaires. Le Parti Communiste se tient à l'écart sur la base des « Groupes communistes de langue italienne », et des « Comités prolétariens antifascistes » dont il voulait faire des organisations de masse.

La « Concentration antifasciste » jouit en France d'une pleine liberté d'action, elle s'appuie sur l'ordre constitué et sa colonne vertébrale est constituée par la franc-maçonnerie. Au début, son programme consistait à exercer une pression morale sur le roi et sur une partie de la bourgeoisie italienne pour

les amener à se débarrasser du fascisme.

La seule réponse était l'accentuation de la terreur en Italie.

La Concentration s'aperçut qu'en Italie elle n'avait rien à espérer d'une action de la bourgeoisie contre le fascisme, (cependant elle prétend toujours que le fascisme n'est pas l'arme de la bourgeoisie italienne, mais un pouvoir « en soi » qui s'identifiait à elle tout en l'opprimant). Elle changea donc son fusil d'épaule et entreprit de lutter *aussi* contre la maison royale, pour établir en Italie une « République populaire ». Ce programme était mis en avant par l'une des fractions de la Concentration, sous le nom « Justice et Liberté ». Le programme de « Justice et Liberté », adopté officiellement par la « Concentration antifasciste » tout entière, consiste dans des revendications essentiellement démagogiques : Abolition de la monarchie, expropriation et remise à l'État des grands domaines fonciers, réintégration des organisations ouvrières dans leurs locaux et leurs biens monopolisés par le fascisme, contrôle de l'État sur l'industrie privée et sur les banques, subventions aux coopératives, remplacement des milices fascistes par des corps de gendarmerie (carabinieri) chargés du maintien de l'ordre, nationalisation des chemins du fer. La « République populaire des travailleurs italiens » n'apporterait dans le régime d'oppression et d'exploitation de la bourgeoisie que des changements purement formels, tels que ceux qui sont intervenus en Espagne depuis la chute de Berenguer.

La « Concentration » édite un journal (« Liberta ») et travaille en Italie même sur le terrain de l'illégalité.

De la « Concentration » s'est détachée une fraction socialiste qui a fondé le « Parti maximaliste italien » (Socialiste Révolutionnaire), qui est analogue au S.A.P. allemand. Il publie un organe, « Avanti », sous la direction d'Angelica Balabanova.

Il y a eu aussi une scission parmi les républicains. Les raisons du départ de ces divers éléments surtout dans l'orientation grande-bourgeoise de la « Concentration » qui a englobé dernièrement des fractions politiques dirigées par l'ex-président du Conseil Nitti, représentant typique de la Haute-Finance et de la politique qui a ouvert la voie au fascisme dans les années 1919 – 1922. Nitti est devenu le véritable chef politique de l'émigration, celui qui tire les ficelles des pantins appelés Nenni, Trèves, etc.

Le parti communiste italien se compose au sommet d'une caste dirigeante dévouée au gouvernement russe. Aucun congrès n'a nommé ces fonctionnaires agrippés à leurs postes ; ils ne rendent de compte à personne, et financièrement, ils dépendent directement et exclusivement des caisses de l'État russe. À la base, il réunit quelques centaines d'individus, dépourvus de clarté politique et d'idéal révolutionnaire, au point d'accepter sans aucune réaction les directives bureaucratiques les plus malsaines. À un certain moment, le P.C. avait dressé un programme de transition, ajournant en Italie la lutte pour la dictature du prolétariat et y substituant l'idéologie d'une révolution populaire accomplie avec, le concours de la « Concentration ». Il s'était même établi à cette occasion des rapports cordiaux entre le sommet du P.C. et les hautes sphères concentrationnistes. Ensuite, on a jugé que le mot d'ordre de la « révolution populaire » en Italie, on ne sait par quel tournant de l'histoire, avait cessé d'être adapté aux circonstances, et il fut remplacé par le mot d'ordre du « gouvernement ouvrier et paysan, comme expression de la dictature prolétarienne ». Le parti communiste est un parti d'émigrés, il n'a aucune ramification en Italie. Il envoie de temps en temps des propagandistes de l'autre côté des frontières, ces camarades se distinguent plutôt par leur esprit d'aventure que par leur conscience révolutionnaire. On les choisit parmi des gens disposés à accepter n'importe quel ordre et leur niveau idéologique est très bas. Une fois arrivés en Italie, ils sont arrêtés au bout de peu de temps,

et avec eux tous les camarades qui les ont approchés. Parfois même ils sont pris dès leur entrée dans le pays, ayant été signalés à la police par ceux-là mêmes qui les envoyaient. De temps en temps, en effet, au sommet des organisations illégales, on découvre un mouchard, gros appointé à la fois de l'état russe et de l'état italien certains mangeaient encore à un troisième râtelier, celui de l'état français.

À la suite des nombreuses arrestations en Italie des éléments arrivant de France, les prolétaires italiens sont très méfiants et tâchent d'éviter la rencontre de ces émissaires. Cette crainte n'est pas injustifiée, car les faits démontrent que la police italienne est informée de ce qui se passe dans le P.C.I. où ses espions sont en permanence.

Il n'existe donc pas à proprement parler d'organisation révolutionnaire en Italie. Il est aussi très difficile de dresser un tableau des diverses tendances idéologiques, car la réaction met sur le même niveau tous ceux qui sont contre le fascisme. Selon la terminologie fasciste, tous les hommes qui agissent contre le régime sur le terrain de la terreur individuelle sont qualifiés « communistes » et condamnés comme tels. À quoi le P.C. répond bien souvent en désavouant honteusement les prolétaires les plus courageux, ou encore en traitant de mouchards les anarchistes qui attentent à la sécurité du régime (Schirru).

Les perspectives d'une révolution en Italie sont aussi extrêmes que la réaction qui pèse actuellement sur ce pays. Vu la crise économique et sociale exacerbée, tout accommodement, toute réconciliation provisoire sur le terrain d'une expérience démocratique et de solutions économiques petites-bourgeoises sont impossibles. Une expérience à l'espagnole, même à la russe, ne peut s'y développer. La révolution comme aboutissant final d'une série ininterrompue de soulèvements sociaux sera profonde et fera table rase du fascisme, de la bourgeoisie et de ses épigones « concentrationnistes ». Toute tentative de socialisme bureaucratique est voué à l'échec. À

cause de cela la bourgeoisie italienne voit l'abîme devant elle et c'est pourquoi elle se raccroche au fascisme jusqu'à la dernière limite, contrairement au vœu de la « Concentration ».

Certes, le P.C. essaiera d'exploiter le mouvement révolutionnaire pour ses propres fins. Il représente à ce point de vue la dernière barrière qui puisse s'opposer, avec la complicité d'une certaine couche bourgeoise, au triomphe de la révolution dans les masses. Mais le prolétariat italien constatera vite que le seul changement apporté par un « gouvernement ouvrier et paysan » serait le changement de la caste dirigeante au pouvoir.

Il faut aussi tenir en considération l'effort libérateur que peut apporter le mouvement anarchiste, dont les traditions fortement enracinées en Italie, ont été maintenues vivantes par l'action et les sacrifices des minorités engagées dans l'action terroriste.

Sur les anarchistes, au moins, le fameux sophisme. lénino-marxiste (« La révolution apparaît au milieu d'un monde d'ennemi », elle doit soutenir contre eux une lutte permanente et violente, donc elle doit *constituer un état* ») n'aura pas prise, parce qu'elle est en contradiction avec toutes les données de l'expérience acquise en Italie à travers douze ans de guerre civile, et suivant lesquelles la révolution est un mouvement de bas en haut, non pas une dictature à la manière jacobine.

[/Vico/]